

Formulaire de demande de dérogation(s)

Ce formulaire n'est valable que pour les demandes de dérogation(s) aux arrêtés royaux d'application de la Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances.

Cadre I - Demandeur

A compléter en lettres majuscules

1. Identité de la personne physique

A1 Numéro d'identification au Registre national du Royaume de Belgique : _____

Si vous n'êtes pas identifié au Registre national du Royaume de Belgique, veuillez compléter les données A2, A3, A4, A13, A14, A15, A16 et A17. A contrario, les données A2, A3 et A4 ne doivent pas obligatoirement être complétées si vous avez mentionné le numéro de registre national (donnée A1).

A2 Madame / Monsieur (Biffer la mention incorrecte)

A3 Nom :

A4 Prénom :

2. Identité de la personne morale

Dans le cas où vous effectuez une demande de dérogation en tant que particulier, vous ne devez pas compléter les données A5, A6, A7, A8, A9, A10, A11 ni A12.

Si vous formulez la demande au nom d'une entreprise ayant son siège social ou un siège d'exploitation en Belgique, veuillez compléter uniquement les données A5 et A7.

A5 Numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) de Belgique : _____

Si vous formulez la demande au nom d'une entreprise, d'une institution ou d'une organisation et que celle-ci n'est pas enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises de Belgique, veuillez compléter les données A6, A7, A8, A9, A10, A11 et A12.

A6 Nom de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation :

A7 Qualité de la personne physique susmentionnée au sein de cette entreprise, institution ou organisation :

Adresse du siège social de l'entreprise, institution ou organisation :

A8 Rue : A9 N° :

A10 Ville ou commune : A11 Code postal :

A12 Pays :

3. Correspondance

Toutes les correspondances postales en provenance du Secrétariat de la Commission de dérogation sont à envoyer (un seul choix possible) :

Au domicile de la personne physique dont le numéro de Registre national est mentionné ci-dessus (donnée A1)

Au siège social de l'entreprise dont le numéro BCE est mentionné ci-dessus (donnée A5)

A une autre adresse reprise explicitement ci-dessous :

A13 Rue : A14 N° :

A15 Ville ou commune : A16 Code postal :

A17 Pays :

Toutes les correspondances électroniques en provenance du Secrétariat de la Commission de dérogation sont à envoyer (une seule adresse e-mail possible) :

A18 E-mail :

Pour ses contacts téléphoniques, le Secrétariat de la Commission de dérogation peut composer (un seul numéro de téléphone possible) :

A19 Numéro de téléphone :

En cochant cette case, je donne mon autorisation, en tant que demandeur, pour que mes données à caractère personnel reprises dans ce formulaire puissent être traitées en vue de procéder au traitement de cette demande de dérogation. **Si vous refusez cette autorisation, cette demande de dérogation est irrecevable.**

Si la demande de dérogation(s) est sollicitée par plusieurs demandeurs, veuillez copier et remplir cette page autant de fois que nécessaire. Dans ce cas, ne mentionnez au total qu'une seule adresse de correspondance, un seul e-mail et un seul numéro de téléphone.

Cadre II – Maître de l’ouvrage

Le cadre II n’est à remplir que si le demandeur (mentionné dans le cadre I) **n’est pas** le (ou un des) maître(s) d’ouvrage et doit donc disposer d’une délégation en application de l’article 2, §2, deuxième alinéa, de la loi du 30 juillet 1979.

A compléter en lettres majuscules

1. Identité de la personne physique

B1 Numéro d’identification au Registre national du Royaume de Belgique : _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _ . _ _

Si vous n’êtes pas identifié au Registre national du Royaume de Belgique, veuillez compléter les données B2, B3, B4, B5, B6, B7, B8 et B9. A contrario, les données B2, B3, B4, B5, B6, B7, B8 et B9 ne doivent pas obligatoirement être complétées si vous avez mentionné le numéro de registre national (donnée B1).

B2 Madame / Monsieur (Biffer la mention incorrecte)

B3 Nom :

B4 Prénom :

Domicile :

B5 Rue : B6 N° :

B7 Ville ou commune : B8 Code postal :

B9 Pays :

2. Identité de la personne morale

Dans le cas où le maître de l’ouvrage est un particulier, vous ne devez pas compléter les données B10, B11, B12, B13, B14, B15, B16 et B17.

Si vous représentez une entreprise ayant son siège social ou un siège d’exploitation en Belgique, veuillez compléter les données B10 et B12.

B10 Numéro d’entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) de Belgique : _ _ _ _ . _ _ _ . _ _ _ _ . _ _ _ _ . _ _ _ _ . _ _ _ _ . _ _ _ _ . _ _ _ _ . _ _

Si vous formulez la demande au nom d’une entreprise, d’une institution ou d’une organisation et que celle-ci n’est pas enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises de Belgique, veuillez compléter les données B11, B12, B13, B14, B15, B16 et B17.

B11 Nom de l’entreprise, de l’institution ou de l’organisation :

B12 Qualité de la personne physique susmentionnée au sein de cette entreprise, institution ou organisation :

Adresse du siège social de l’entreprise, institution ou organisation :

B13 Rue : B14 N° :

B15 Ville ou commune : B16 Code postal :

B17 Pays :

En cochant cette case, je donne mon autorisation, en tant que maître de l’ouvrage, pour que mes données à caractère personnel reprises dans ce formulaire puissent être traitées en vue de procéder au traitement de cette demande de dérogation. **Si vous refusez cette autorisation, cette demande de dérogation est irrecevable.**

Le maître de l’ouvrage susmentionné délègue la personne renseignée comme demandeur dans le cadre I plus haut pour l’introduction et le traitement de la demande de dérogation.

(Signature du maître d’ouvrage)

Le Secrétariat de la Commission de dérogation ne communiquera pas d’initiative avec le(s) maître(s) de l’ouvrage s’il(s) n’est/sont pas le(s) demandeur(s), toutes les communications (y compris la décision accompagnée de l’avis pris par la Commission de dérogation) sont adressées au demandeur mentionné au cadre I.

S’il y a plusieurs maîtres de l’ouvrage, veuillez copier et remplir cette page autant de fois que nécessaire.

Cadre III - Coordonnées et description de la construction

1. Adresse du chantier ou du bâtiment construit

Dans le cas où les certains éléments de l'adresse du chantier ne sont pas encore connus (comme par exemple la rue ou le numéro d'ordre), veuillez mentionner « Inconnu » dans la case concernée.

Dans le cas où le bâtiment est longé par plusieurs voies publiques, ne mentionnez que la/les adresse(s) qui sont/seront assignées en tant qu'adresse(s) postale(s) aux occupants du bâtiment.

C1	Rue :	C2	N° :

C3	Ville ou commune :	C4	Code postal :

C5	Données cadastrales :		
		

2. Description du bâtiment

C6	(Nom) :
C7	Destination du bâtiment : (Bureaux, logements, commerces, mixte bureaux/commerces, école, hôpital, centre commercial, centre de loisirs, hall sportif, hôtel, bâtiment agricole, industrie productive, hall de stockage...)
C8	Hauteur conventionnelle du bâtiment suivant le point 1.2.1. de l'annexe 1 (arrêté royal 07/07/1994) : m cm

3. Historique du projet :

C9	Une demande de construction a-t-elle déjà été introduite?	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non
C10	Si oui, date d' <u>introduction</u> de la demande de construction :				
C11	Les travaux ont-ils déjà été entamés?	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non
C12	Dans l'affirmative, les travaux sont-ils déjà terminés ?	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non
C13	Nature des travaux de ce projet :	<input type="checkbox"/>	Bâtiment totalement nouveau		
C14		<input type="checkbox"/>	Extension d'un bâtiment		
C15	D'autres demandes de dérogations ont-elles déjà été introduites pour ce même bâtiment auprès de cette Commission de dérogation ?	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non
C16	Dans l'affirmative, les références de la/des autre(s) demande(s) (p.ex. : F1000 ou N2000) :				

Par « Bâtiment totalement nouveau », il faut entendre un bâtiment érigé sur un terrain vierge ou faisant suite à une déconstruction totale d'un bâtiment qui était auparavant présent au même emplacement. Le fait que les travaux de construction pour ce projet soient terminés depuis longtemps (p.ex. depuis plusieurs années) n'empêche pas que la nature des travaux soit qualifiée ici de « Bâtiment totalement nouveau ».

Si plusieurs demandes de construction ont été demandées pour ce projet, il s'agit de la dernière demande de construction en date qui devrait être suivie de l'érection effective du bâtiment sous réserve de la délivrance du/des permis requis.

S'il y a plusieurs bâtiments distincts selon l'AR et concernés par la demande de dérogations, veuillez copier et remplir cette page autant de fois que nécessaire.

Cadre IV - Spécifications techniques pour lesquelles la dérogation est demandée

N°	Arrêté royal	Annexe de l'AR	Point	Alinéa	Brève description
Ex	Arrêté royal du 7 juillet 1994 et ses modifications	2/1	2.2.1	3	Deux sorties pour un niveau dont l'occupation est égale ou supérieure à 100 personnes
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					

S'il y a plus de 15 dérogations demandées, veuillez copier et remplir cette page autant de fois que nécessaire.

Cadre V- Documents joints en application des articles 2 et 2/1 de l'arrêté royal du 18 septembre 2008 déterminant la procédure et les conditions suivant lesquelles les dérogations aux normes de base sont accordées.

- Une description du bâtiment /projet
- Le concept sur le plan de la prévention/protection contre les incendies du bâtiment /projet
- Les plans du bâtiment dans un format lisible (plan d'implantation, plans en coupe, vue(s) en plan de chaque niveau, vue(s) en élévation...)
- Le dossier comportant l'argumentation et les preuves qu'un niveau de sécurité au moins équivalent à celui requis par les normes de prévention de base visées à l'article 2, §1^{er}, de la loi du 30 juillet 1979 est conservé (c'est-à-dire la présentation des éventuelles mesures compensatoires entre autres choses)
- Une copie de/des éventuel(s) rapport(s) de la Zone de secours / SIAMU territorialement compétent(e) pour ce bâtiment /projet
- Les photos y afférentes éventuelles ⁽¹⁾
- ⁽²⁾
- ⁽²⁾
- ⁽²⁾

Afin de pouvoir traiter cette demande, les données recueillies via ce formulaire seront conservées sauf mention contraire de votre part.

Les données personnelles sont enregistrées et transmises aux services concernés en charge du traitement de votre demande.

Vous disposez du droit d'accès, de rectification et d'opposition au traitement de vos données. Vous pouvez exercer ces droits via les formulaires disponibles sur notre site : <https://ibz.be/fr/donnees-personnelles>.

Signature du/des demandeur(s)

date

¹ S'il s'agit d'une extension, ou si la dérogation porte sur l'implantation du bâtiment par rapport à d'autres bâtiments, le demandeur peut joindre un nombre suffisant de photos y afférentes.

² A compléter si des documents supplémentaires sont joints.